

DSNA
Direction des Opérations
SNA SUD

MARCHE DE SERVICES

Maintenance de quatre
ascenseurs et de portes
automatiques équipant les tours
de contrôle des aéroports de
Blagnac, Rodez et Limoges.

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°

2025-SNAS-001

Procédure de passation

Marché à Procédure Adaptée

(Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées-
Code de la commande publique)

Type de contrat

Accord cadre à bons de commande et à redevances sans
minimum et avec maximum mono-attributaire de services

DSNA / DO	Objet	Maintenance de quatre ascenseurs et de portes automatiques équipant les tours de contrôle des aéroports de Blagnac, Rodez et Limoges.	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-07-16	

DIFFUSION INITIALE

DESTINATAIRE(S)	COPIE(S) POUR INFORMATION
Candidats « 2025-SNAS-001 »	

VERIFICATION (V) / APPROBATION (A)

Nom	Fonction / Entité	V / A	Visa
Marie-Bernard CAUMARTIN		V	
Pierre DURIEZ		A	

MAITRISE DOCUMENTAIRE

Référence : 2025-SNAS-001 Classement et archivage du document Fichier :	
---	--

DSNA / DO	Objet	Maintenance de quatre ascenseurs et de portes automatiques équipant les tours de contrôle des aéroports de Blagnac, Rodez et Limoges.	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-07-16	

SOMMAIRE

1. OBJET DU CONTRAT 4

1.1. Description des prestations 4

1.2. Intervenants..... 4

2. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT 5

3. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D’EXÉCUTION 6

4. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT 7

4.1. Prix du contrat 7

4.2. Conditions de paiement 7

5. RÉALISATION DES PRESTATIONS 9

5.1. Conditions de réalisation des prestations 9

5.2. Vérification des prestations 10

5.3. Développement durable..... 11

5.4. Autres stipulations..... 11

6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE..... 12

6.1. Obligations courantes du titulaire 12

6.2. Obligations liées à la sécurité 15

7. LITIGE ET SANCTIONS 15

7.1. Pénalités 15

7.2. Autres stipulations..... 16

8. FIN DU CONTRAT 18

DSNA / DO	Objet	Maintenance de quatre ascenseurs et de portes automatiques équipant les tours de contrôle des aéroports de Blagnac, Rodez et Limoges.	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-07-16	

1. OBJET DU CONTRAT

1.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Maintenance de **quatre** ascenseurs et de portes automatiques équipant les tours de contrôle des aéroports de Blagnac, Rodez et Limoges du SNA SUD.

Les spécifications techniques sont décrites dans le Cahier des Charges Techniques Particulières (CCTP)

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est **situé sur les aéroports de Blagnac, Rodez et Limoges**.
Le lieu d'exécution est précisé, pour chaque lot, au chapitre 1.1 du CCTP.

■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par la personne publique fait seul foi ;
- la directive PSSI Niv 3 Exigences marché version V3R1 ;
- le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ou les stipulations techniques du contrat et ses annexes éventuelles ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification.
- le bordereau des prix forfaitaire et unitaire complété et signé par le titulaire

Autres documents, le cas échéant

- les bons de commande émis et notifiés ;
- les devis émis par le titulaire.

1.2. Intervenants

Adresse et coordonnées :

SNA SUD
Allée Saint Exupéry
BP60100
31703 BLAGNAC
SIRET : 120 064 019 00074

Le Pôle Achat DSNA antenne DO est le service chargé de passer le marché au nom de la Direction

DSNA / DO	Objet	Maintenance de quatre ascenseurs et de portes automatiques équipant les tours de contrôle des aéroports de Blagnac, Rodez et Limoges.	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-07-16	

des Opérations pour le **Service de la Navigation Aérienne Sud (SNA/S), Allée St Exupéry, BP 60100 31703 BLAGNAC.**

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

2. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées comme suit en **3 lots**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à redevances et à **bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Type	Objet
Consultation	Maintenance de quatre ascenseurs et de portes automatiques équipant les tours de contrôle des aéroports de Blagnac, Rodez et Limoges. : <i>Les spécifications techniques sont décrites dans le Cahier des Charges Techniques Particulières (CCTP)</i>
Lot	Lot n°1 Blagnac : <i>Site de Blagnac</i> - montant maximum 50 000,00 € HT
Lot	Lot n°2 Rodez : <i>Site de Rodez</i> - montant maximum 24 000,00 € HT
Lot	Lot n°3 Limoges : <i>Site de Limoges</i> - montant maximum 15 000,00 € HT

■ Modalités d'attribution :

Le contrat est mono attributaire.

■ Présentation des bons de commande :

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- la référence au présent marché
- numéro et date du bon de commande,
- code service exécutant,
- le numéro SIRET de la DGAC (120 064 019 00074) ;
- lieu de réalisation des prestations,
- désignation des prestations à réaliser,

DSNA / DO	Objet	Maintenance de quatre ascenseurs et de portes automatiques équipant les tours de contrôle des aéroports de Blagnac, Rodez et Limoges.	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-07-16	

- le délai maximal de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

3. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée de validité du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de la notification du contrat.

■ Reconduction :

Le contrat est reconductible 3 fois pour une période de 12 mois de manière tacite et d'une durée maximum de 48 mois.

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut en aucun cas s'y opposer en application de l'article R. 2112-4 de la Commande publique.

En cas de décision de ne pas reconduire le contrat, cette décision de l'entité adjudicatrice (SNA SUD) est expresse et est adressée au titulaire un mois avant l'expiration de la période en cours, via la PLACE. Cette décision n'entraîne aucune indemnité au bénéfice du titulaire.

Dans l'hypothèse où le contrat ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Le contrat est reconductible **3 fois** maximum dans les conditions suivantes :

Période	Durée	Complément
Lot n°1 Blagnac		
- Période initiale	12 mois	
- Reconduction n°1	12 mois	
- Reconduction n°2	12 mois	
- Reconduction n°3	12 mois	
Lot n°2 Rodez		
- Période initiale	12 mois	
- Reconduction n°1	12 mois	
- Reconduction n°2	12 mois	
- Reconduction n°3	12 mois	
Lot n°3 Limoges		
- Période initiale	12 mois	
- Reconduction n°1	12 mois	
- Reconduction n°2	12 mois	
- Reconduction n°3	12 mois	

■ Délai des bons de commande :

Le délai d'exécution des prestations des bons de commande émis au titre du contrat est fixé par l'acheteur Les délais d'exécution sont précisés au chapitre 5 du CCTP.

DSNA / DO	Objet	Maintenance de quatre ascenseurs et de portes automatiques équipant les tours de contrôle des aéroports de Blagnac, Rodez et Limoges.	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-07-16	

4. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **mixtes**.

■ Variation des prix :

Les prix unitaires et forfaitaires indiqués dans le bordereau de prix sont valables pour la première année d'exécution du marché. Pour les années suivantes, les prix sont révisibles au 1^{er} janvier. Ils sont **révisibles** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

La **formule de variation** utilisée est $P(n) = P_o \times [(001565183m / 001565183o)]$.

dans laquelle:

- P(n) est le prix révisé pour l'année N;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (Mo), mois de remise de l'offre finale.
- au dénominateur, figure la valeur de l'indice correspondant au mois M0;
- au numérateur, figure la dernière valeur définitive connue de l'indice au 1^{er} janvier de l'année de révision.

La liste des index utilisés est la suivante :

Code index	Libellé de l'index
001565183	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - salaires et charges

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres finales.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par l'acheteur. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation au titulaire.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

4.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Il est fait application de l'option A du CCAG.

DSNA / DO	Objet	Maintenance de quatre ascenseurs et de portes automatiques équipant les tours de contrôle des aéroports de Blagnac, Rodez et Limoges.	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-07-16	

Sauf renoncement du Titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après.

Elle est versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € hors taxes et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois. Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du bon de commande.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-3 à R2191-10 du Code de la commande publique.

Elle est égale à 5,00% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande, si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci n'excède pas 12 mois.

Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5,00% d'une somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le taux de l'avance est porté à 30% si le Titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

■ Modalités de paiements :

Les paiements s'effectuent selon les règles de la comptabilité publique après certification du service fait. Le mode de règlement est le virement par mandat administratif avec mise en paiement sous 30 jours à compter de la date de réception de la facture par le comptable secondaire ou de la date de fin d'exécution des prestations si celle-ci est postérieure. Tout retard de paiement dans les délais prévus donnera lieu de plein droit et sans autre formalité, au versement d'intérêts moratoires.

■ Présentation des demandes de paiement :

Outre les mentions légales les demandes de paiements devront comporter le numéro du contrat.

Les demandes de paiement sont à libeller au nom du service émetteur de la commande. Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique.

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 a fixé la mise en œuvre de la facturation électronique pour tous les fournisseurs de l'Etat à compter du 1er janvier 2020.

Au regard du dispositif ci-dessus, le titulaire du présent marché est soumis à l'obligation de facturation électronique.

Les éléments nécessaires pour la transmission dématérialisée des factures sont les suivants :

- Le numéro de SIRET de la DGAC : 12006401900074

- Le numéro à 10 chiffres de l'engagement figurant sur chaque bon de commande ou sur le document annexé au courrier de notification du marché intitulé "références obligatoires pour l'envoi dématérialisé des factures" pour un marché s'exécutant en dehors du dispositif des bons de commande.

- Le code à 2 chiffres du service exécutant : 36

■ Périodicité des paiements :

Pour la partie forfaitaire, la redevance est payée mensuellement à terme échu sur présentation de factures après certification du service par l'acheteur.

DSNA / DO	Objet	Maintenance de quatre ascenseurs et de portes automatiques équipant les tours de contrôle des aéroports de Blagnac, Rodez et Limoges.	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-07-16	

Pour la partie à prix unitaires, le versement intervient sur présentation de factures après certification du service par l'acheteur.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ **Comptable assignataire des paiements :**

SNA SUD (SE36)
Service facturier / Agence comptable
1 avenue du Docteur Maurice Grynfolgel
31035 Toulouse Cedex 01

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

■ **Intérêts moratoires :**

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement.

5. RÉALISATION DES PRESTATIONS

5.1. Conditions de réalisation des prestations

■ **Documentation :**

Pour attester la réalisation du service, le titulaire remet à l'acheteur après toutes interventions un compte rendu qui atteste que les opérations prévues dans le présent marché de maintenance ont bien été effectuées.

■ **Pilotage :**

Une réunion de lancement du marché est organisée par l'acheteur en présence du titulaire, dans les locaux de l'acheteur, avant le démarrage des premières prestations. La date d'organisation de cette réunion sera précisée par le prescripteur ultérieurement au titulaire.

Dans un souci d'amélioration continue, une réunion de pilotage sera organisée entre le titulaire et l'acheteur 1 fois par semestre, conformément à l'article 8.1.6 du CCTP.

Une réunion de chantier, décrite à l'article 8.1.7 du CCTP pourra être organisée dans le cadre de la réalisation de travaux de maintenance conditionnelle.

DSNA / DO	Objet	Maintenance de quatre ascenseurs et de portes automatiques équipant les tours de contrôle des aéroports de Blagnac, Rodez et Limoges.	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-07-16	

■ Conditions d'exécution des prestations

Le titulaire est informé que ses personnels amenés à intervenir sur les sites du SNA/Sud, sont soumis aux règles de sécurité et de sûreté en vigueur sur ces sites.

Les prestations et leurs conditions d'exécution et d'accès sont décrites dans le CCTP.

■ Conditions de suspension des prestations

Dans le cas où les installations ou les matériels soumis à maintenance feraient l'objet de travaux de modernisation, de rénovation ou de remplacement pendant la durée du marché, le SNA Sud pourra demander au titulaire de suspendre l'exécution des prestations de maintenance devenues alors sans objet. Les opérations de maintenance non exécutées ou annulées par le SNA Sud ne seront pas facturées.

Dans le cas où une installation serait soumise à une interruption d'exploitation supérieure à 15 jours quelle que soit la nature et la raison de l'arrêt, la facturation des prestations de maintenance sera suspendue dès le premier jour de cet arrêt. Le titulaire intégrera de lui-même ces suspensions de facturation sur les factures du mois suivant au prorata du nombre des jours d'arrêt.

■ Point de départ des délais :

Prestations forfaitaires :

Les marchés prendront effet à compter du 01/01/2026, date de début d'exécution des prestations.

À défaut, si la notification du marché intervient après le 01/01/2026, les prestations commenceront à courir à compter de cette notification.

- **Prix forfaitaires**

Les prix des maintenances définies aux chapitres 3.1 et 4.1 du CCTP sont forfaitaires. Ils incluent :

- la maintenance préventive systématique (chapitres 3.1.1 et 4.1),
- la maintenance corrective (chapitres 3.1.2 et 4.2),
- les prestations prévues lors des contrôles réglementaires (chapitre 3.1.3).

Prestations à bons de commande :

Les délais commencent à courir à compter de la date de notification des bons de commande ou de la date d'effet portée sur ces bons si cette date est postérieure à la date de notification.

- **Prix unitaires**

Les prix de la maintenance corrective conditionnelle et de la maintenance préventive conditionnelle sont unitaires.

5.2. Vérification des prestations

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des charges techniques.

■ Opérations de vérification du service fait :

Les modalités de vérification quantitatives et qualitatives sont fixées en application du CCAG

DSNA / DO	Objet	Maintenance de quatre ascenseurs et de portes automatiques équipant les tours de contrôle des aéroports de Blagnac, Rodez et Limoges.	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-07-16	

Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021)

5.3. Développement durable

■ Clause environnementale :

Le contrat comporte des obligations en matière de protection de l'environnement. Elles sont décrites dans l'article 9.5.2 du CCTP.

■ Clause environnementale BEGES :

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement, dans les spécifications techniques décrites dans le CCTP.

En application de l'article L 229-25 du code de l'environnement, les entreprises de plus de 500 salariés en métropole et les entreprises de plus de 250 salariés en outre-mer ont l'obligation d'établir un BEGES et un plan de transition tous les quatre ans. Ainsi, si le Titulaire du marché est soumis à cette obligation, il adresse à l'Acheteur dans le mois qui suit la notification du marché, le BEGES et le plan de transition en cours de validité. A l'expiration de ceux-ci et si la durée de validité du marché n'est pas achevée, le Titulaire fournit à l'Acheteur la mise à jour du BEGES et du plan de transition.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

5.4. Autres stipulations

■ Clause de réexamen :

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de procéder à des modifications sous la forme de clauses de réexamen selon les modalités suivantes :

CLAUSE DE REEXAMEN PAR MODIFICATION :

- le réexamen des clauses du contrat afin d'intégrer des évolutions techniques intervenant dans son périmètre ;
- le réexamen des clauses du contrat afin d'intégrer des évolutions administratives non prévue initialement ;
- le réexamen du montant maximum ;
- le réexamen de l'annexe financière afin d'intégrer des prestations/matériels non prévues initialement ;
- le réexamen des clauses du contrat en cas de circonstances que les parties diligentes ne pouvaient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre (par exemple une crise sanitaire). Les parties conviennent des modalités de prise en charges, totales ou partielles, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournies par le titulaire (surcoûts, facture, prolongation des délais d'exécution etc.). Le titulaire fournit à ce titre les justificatifs nécessaires (surcoût, facture, etc.). La mise en œuvre de cette clause de réexamen est limitée dans le temps.

La mise en œuvre des clauses de réexamen donne lieu à une modification du contrat signé par les deux parties.

CLAUSE DE REEXAMEN PAR ORDRE DE SERVICE pour la révision des prix :

- En cas de suppression d'un indice en cours d'exécution du contrat. Si un nouvel indice lui est substitué et que cette disposition s'impose aux parties, cette substitution, ses modalités et sa date d'application seront constatées par simple ordre de service,
- En cas de circonstances que les parties diligentes ne pouvaient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du contrat (par

DSNA / DO	Objet	Maintenance de quatre ascenseurs et de portes automatiques équipant les tours de contrôle des aéroports de Blagnac, Rodez et Limoges.	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-07-16	

exemple une crise sanitaire). Les parties conviennent des modalités de prise en charges, totales ou partielles, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournies par le titulaire (surcoûts, facture, prolongation des délais d'exécution etc.). Le titulaire fournit à ce titre les justificatifs nécessaires (surcoût, facture, etc.). La mise en œuvre de cette clause de réexamen est limitée dans le temps.

L'ordre de service est envoyé via la plate-forme de la Place. A défaut de réponse dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition de l'ordre de service sur le profil de l'acheteur (LA PLACE), les nouvelles modalités portées sur l'ordre de service sont réputées acceptées par le titulaire et s'appliquent. En cas de désaccord, le titulaire saisit l'acheteur dans le délai de 8 jours décrit ci-dessus par le biais de la PLACE. Les parties mettent tout en œuvre pour trouver un accord.

■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

■ **Langue :**

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectue en français.

6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Conduite des prestations :**

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

En cas de changement d'un membre de l'équipe d'encadrement, ce titulaire informe l'acheteur avant sa cessation de fonction, avec un préavis de 3 mois.

DSNA / DO	Objet	Maintenance de quatre ascenseurs et de portes automatiques équipant les tours de contrôle des aéroports de Blagnac, Rodez et Limoges.	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-07-16	

Pour tout remplacement de personnel du fait du titulaire, ce dernier assure à ses frais la formation du remplaçant. Elle consiste en la transmission des connaissances du projet nécessaires aux prestations.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ Obligation de vigilance :

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du contrat et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'acheteur, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

A défaut, le contrat pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au contrat, aux frais et risques du titulaire.

■ Obligation liée au règlement EURATOM :

Pour l'exécution du contrat, le titulaire est soumis aux obligations prévues par le règlement Euratom, CE n° 2185/96 du Conseil du 11 novembre 1996 concernant les contrôles et vérifications sur place effectués par la Commission en vue de protéger les intérêts financiers des Communautés européennes contre les fraudes et autres irrégularités et par le règlement UE n° 883/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 septembre 2013 relatif aux enquêtes effectuées par la Commission européenne antifraude (OLAF) et aux articles 285 à 287 du traité de Fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) - contrôles conduits par la Cour des comptes européenne. Ces dispositions permettent à l'Agence CINEA (European Climate, Infrastructure and Environment Executive Agency), à la Commission, à l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) ainsi qu'à la Cour de comptes européenne d'exercer des contrôles, enquêtes et audits financiers vis-à-vis du titulaire et de ses sous-traitants dans l'hypothèse où la DSNA percevrait des subventions de fonds européens dans le cadre du présent contrat. La DSNA s'engage à informer le titulaire de toute attribution de financement à la DSNA par la Commission Européenne pour le présent contrat.

■ Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

DSNA / DO	Objet	Maintenance de quatre ascenseurs et de portes automatiques équipant les tours de contrôle des aéroports de Blagnac, Rodez et Limoges.	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-07-16	

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité :**

En application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, l'acheteur rappelle au titulaire du marché qu'il doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction – dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public – s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations. Le titulaire doit à cet égard communiquer à l'acheteur chaque contrat de sous-traitance qui aurait pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public.

Aux fins de contrôle, l'acheteur pourra notamment demander au titulaire la communication des notes internes, du règlement intérieur rappelant les principes sus mentionnés.

En cas de non-respect des règles édictées par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect principes de la République, le titulaire encourt une pénalité selon les modalités décrites à l'article *Pénalités*.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire. Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du

DSNA / DO	Objet	Maintenance de quatre ascenseurs et de portes automatiques équipant les tours de contrôle des aéroports de Blagnac, Rodez et Limoges.	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-07-16	

respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

6.2. Obligations liées à la sécurité

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

■ Mesures de sécurité :

Le site de Blagnac est soumis à une réglementation de sûreté spécifique. Dans ce contexte, tous les personnels intervenant sur le site devront être titulaire d'un badge d'accès.

L'attention du prestataire est attirée sur le fait qu'une enquête est diligentée par les autorités assurant la protection du site avant l'établissement de tout titre d'accès. (cf Art.1.4 B) du CCTP.

7. LITIGE ET SANCTIONS

7.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	<p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG</p> <p>En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 75,00 € HT.</p> <p>Les pénalités énumérées ci-dessous seront appliquées au vu des indicateurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> carnet d'entretien de l'installation, <input type="checkbox"/> Registre de sécurité des installations <input type="checkbox"/> Registre de passage des services de télésurveillance <input type="checkbox"/> expertises techniques ordonnées par le maître d'ouvrage <input type="checkbox"/> compte rendu annuel du prestataire de maintenance <input type="checkbox"/> compte rendu mensuel du prestataire de maintenance fourni avant le 10 du mois <input type="checkbox"/> suivi d'activité informatique établi à partir des informations transmises par le prestataire <input type="checkbox"/> ou tout autre moyen de contrôle que le client pourra utiliser pour apporter la preuve d'une défaillance sérieuse du prestataire <p>Le montant des pénalités est donné Hors Taxes. Les pénalités sont applicables sur la situation du trimestre en cours. Toute unité de temps (heure, jour, tranche horaire) débutée est prise en compte dans le calcul des pénalités. Les pénalités peuvent se cumuler entre elles pour un même manquement contractuel.</p> <p>1 MAINTENANCE PREVENTIVE SYSTEMATIQUE</p> <p>Lorsque la date d'exécution d'une intervention de maintenance préventive systématique, telle que définie à l'article 3.1.1 du CCTP sera dépassée de plus de 5 jours par rapport aux conditions contractuelles par le fait du prestataire, celui-ci encourra, par jour de retard calendaire, et sans mise en demeure préalable, une pénalité équivalente à 75,00 €HT.</p> <p>2 DELAIS D'INTERVENTION</p> <p>Lorsque le délai contractuel d'intervention sera dépassé, par le fait du prestataire,</p>

DSNA / DO	Objet	Maintenance de quatre ascenseurs et de portes automatiques équipant les tours de contrôle des aéroports de Blagnac, Rodez et Limoges.	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-07-16	

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	<p>celui-ci encourra, par heure de retard débutée, et sans mise en demeure préalable, une pénalité équivalente à 75,00 €HT (Article 6 du CCTP)</p> <p>3 DELAIS DE REMISE EN SERVICE Lorsque le délai de remise en service, dans le cas général, sera dépassé par le fait du prestataire, celui-ci encourra, par tranche de 2 heures de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité équivalente à 75,00 €HT. (Article 6.3.1 du CCTP)</p> <p>Lorsque le délai de remplacement des pièces standard sera dépassé par le fait du prestataire, celui-ci encourra, par tranche de 2 heures de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité équivalente à 75,00 €HT. (Article 6.3.2 du CCTP)</p> <p>Lorsque le délai de remplacement des pièces dans les autres cas sera dépassé par le fait du prestataire, celui-ci encourra, par tranche de 2 heures de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité équivalente à 75,00 €HT. (Article 6.3.4 du CCTP)</p> <p>4 MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS D'INFORMATION Une pénalité de 100,00 €HT sera appliquée par appareil dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Non mise à jour du carnet d'entretien ou du registre d'intervention sur au moins 2 interventions (Article 9.1 du CCTP) - Pas de passage au service de télésurveillance des sites SNA (cf. objet du marché) - Registres de sécurité non renseignés (cf objet du marché) - Non-transmission d'un compte rendu suite à panne ayant provoqué une immobilisation de l'installation supérieure à 6h00 (article 9.1.1 du CCTP) - Non-transmission d'un compte rendu suite à une panne répétitive (article 9.1.2 du CCTP) - Non-transmission d'un compte rendu annuel (Article 9.1.3 du CCTP) - Non-transmission d'un compte rendu mensuel (Article 9.1.5 du CCTP) - Absence à la réunion semestrielle après convocation par le maître d'ouvrage ou son représentant (article 9.1.6) - Absence aux réunions de chantier tel que défini à l'article 9.1.7 - Absence de report d'information tel que défini à l'article 9.2 du CCTP - Non remise de la documentation technique et des outils spécifiques de l'installation en fin de marché (Article 11.8) <p>5 LEVEE DES RESERVES DE MAINTENANCE Une pénalité de 75,00 €HT sera applicable par réserve non levée et par jour de retard en cas de dépassement du délai imparti (Article 10 du CCTP).</p>
Non respect des principes de la République	<p>En cas de non-respect des règles édictées par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire encourt une pénalité selon les modalités suivantes :</p> <p>La DSNA notifie au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception via la PLACE la liste des non-conformités constatées.</p> <p>Le Titulaire dispose d'un délai de 21 jours calendaires à compter de la date de la réception du courrier pour fournir à la DSNA entre autres les documents demandés, la preuve de la mise en œuvre d'un plan d'action permettant de répondre aux obligations décrites dans le présent contrat.</p> <p>Si les non-conformités signalées perdurent au-delà du délai de 21 jours calendaires, des pénalités peuvent être imposées par la DSNA. Le montant des pénalités est de 200 euros HT par jour calendaire de retard.</p>

7.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution

DSNA / DO	Objet	Maintenance de quatre ascenseurs et de portes automatiques équipant les tours de contrôle des aéroports de Blagnac, Rodez et Limoges.	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-07-16	

des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Indisponibilité :

Conformément à l'article 14.2 du CCAG Fournitures courantes et services, un matériel est indisponible lorsque son usage est rendu impossible. L'indisponibilité débute :

- Dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire.
- Dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition à l'acheteur des éléments en état de marche.

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'acheteur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés ci-après.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils des délais d'intervention qui sont indiqués dans le CCTP, le titulaire est soumis à des pénalités.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 30 ;$$

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ;
- R = le nombre de jours de retard.

1. Formules de calcul des pénalités de retard : $P = (V * R)$

P = le montant de la pénalité ;
V = montant journalier de la pénalité fixé par le marché.
R = le nombre de jours de retard.

Montant de la pénalité = Nombre de jours de retard × Montant journalier de la pénalité fixé par le marché.

2. Formules de calcul des pénalités spécifiques : $P = V * R$

P = le montant de la pénalité ;
V = montant horaire de la pénalité fixé par le marché
R = Nombre d'heures de retard

■ Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :

En cas de retard constaté dans les délais d'exécution des prestations, l'acheteur invite le titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse probante du titulaire, les pénalités pour retard sont appliquées.

Les interventions de dépannage peuvent être déclenchés 7 jours sur 7 sur simple appel téléphonique

DSNA / DO	Objet	Maintenance de quatre ascenseurs et de portes automatiques équipant les tours de contrôle des aéroports de Blagnac, Rodez et Limoges.	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-07-16	

au numéro du prestataire affecté en compte des demandes de dépannage.

Les délais d'intervention sont indiqués dans l'article 5 du CCTP.

■ Pénalités pour retard - seuil d'exonération :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreetts.gouv.fr/>).

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Toulouse
68 Rue Raymond IV
31 000 Toulouse

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

8. FIN DU CONTRAT

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire puisqu'aucun engagement de montant n'est prévu.

■ Résiliation :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

Le marché peut être également résilié pour les motifs suivants :

A - En cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, notamment pour :

- Des manquements avérés en matière de sécurité,
- Par absence ou non réalisation des visites de maintenance,
- Pour non levée des réserves de maintenance établie par les organismes mandatés par le maître d'ouvrage dans les délais impartis,
- Etc...

B - En cas de transformation importante comprenant au moins l'un des travaux suivants :

- Le remplacement complet de la cabine,
- La modification du nombre ou de la disposition des faces d'accès à la cabine,
- La modification du nombre ou de la situation des niveaux desservis, ou l'adjonction d'une ou de

DSNA / DO	Objet	Maintenance de quatre ascenseurs et de portes automatiques équipant les tours de contrôle des aéroports de Blagnac, Rodez et Limoges.	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-07-16	

plusieurs portes palières,

- Le remplacement de l'ensemble des portes palières,
- Le remplacement de l'armoire de commande,
- Pour les ascenseurs électriques à adhérence, le remplacement du groupe de traction,
- Pour les ascenseurs hydrauliques, le remplacement complet de la centrale ou du vérin,
- La modification du système d'entraînement, telle que la modification du contrôle de l'arrêt et du maintien à niveau, l'adjonction de variateur de vitesse,
- L'adjonction d'un dispositif de protection contre la vitesse excessive de la cabine en montée pour les ascenseurs électriques à adhérence.

La résiliation pourra prendre effet à minima 3 mois après réception de la lettre recommandée avec accusé de réception, transmise au prestataire sortant et l'informant de la rupture du contrat.

■ Garantie :

Le matériel fourni par le titulaire sera garanti une année à compter de sa mise en service. Si le titulaire a proposé une durée de garantie supérieure dans son offre, celle-ci est réputée acceptée sans autre formalité. Les carnets de maintenance mentionneront la date de prise d'effet de la garantie. Si une nouvelle défaillance affectant le même organe et ayant la même origine que la première, se produit dans un délai inférieur à un an, la seconde réparation ne pourra pas être facturée.

Pendant la période de garantie due par les entreprises au titre des marchés de travaux, le titulaire assiste l'administration pour mettre en évidence les défauts, défaillances, malfaçons, et faire jouer les garanties. Il est tenu de porter à la connaissance de l'administration, l'incidence de tout vice caché qu'il aurait découvert.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'La rubrique Pièces contractuelles du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)